



COMPTES CONSOLIDES au 31/12/2011

**UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP
(UTIGROUP.)**

Société anonyme au capital de 1 731 747,20 euros
Siège social : 68 rue de Villiers - 92300 Levallois Perret
338 667 082 RCS Nanterre
Code APE 6202 A (721 Z) – Siret 338 667 082 00048

UTIGROUP.
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
(montants en milliers)

	note	31/12/2011	31/12/2010
Actif			
Actifs non courants			
Goodwill	3	13 950	15 721
Immobilisations incorporelles	4	4	1
Immobilisations corporelles	5	90	89
Immobilisations financières	6	491	438
Impôts différés actifs	16	109	1 858
Total des actifs non courants		14 644	18 107
Actifs courants			
Créances clients et comptes rattachés	7	1 679	1 537
Autres actifs courants	7	1 047	986
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	950	1 235
Total des actifs courants		3 676	3 758
Total de l'actif		18 320	21 865

	note	31/12/2011	31/12/2010
Passif			
Capital social	9	1 732	1 732
Primes	9	2 637	2 637
Réserves consolidées	9	5 047	3 214
Résultat consolidé		-5 112	1 847
Total des capitaux propres (part Groupe)		4 304	9 430
Intérêts minoritaires		1	1
Capitaux Propres		4 305	9 431
Passifs non courants			
Provisions	10	2 267	579
Dettes financières à long terme	11	303	1 101
Impôts différés passif			0
Total des passifs non courants		2 570	1 680
Passifs courants			
Avances et acomptes reçus		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12	1 782	1 327
Autres passifs courants	12	8 245	8 334
Dettes financières à court terme	11	1 417	1 093
Total des passifs courants		11 444	10 754
Total du passif		18 320	21 865

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(montants en milliers, sauf données par action)

	note	31/12/2011	31/12/2010
Chiffre d'affaires net	14	28 457	28 581
Achats consommés		-4 174	-3 345
Autres achats et charges externes		-3 787	-3 090
Impôts et taxes		-522	-514
Charges de personnel	14	-19 367	-20 623
Dotations nettes aux amortissements et provisions	14	-15	410
Autres produits et charges opérationnelles courantes	14	153	155
Résultat opérationnel courant		745	1 574
Autres produits opérationnels	14	0	1 867
Autres charges opérationnelles	14	-3 534	
Résultat opérationnel		-2 789	3 441
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut	14	-213	-215
Coût de l'endettement financier net		-213	-215
Autres produits et charges financiers	14	-5	6
Résultat avant impôts des activités ordinaires		-3 007	3 232
Charge d'impôts sur le résultat	16	-2 105	-1 385
Résultat net		-5 112	1 847
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net de l'exercice		-5 112	1 847
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (part groupe)		0	0
Résultat global total		-5 112	1 847
Résultat net par action			
<i>Résultat net de base par action</i>	17	-0,62	0,22
<i>Résultat net dilué par action</i>	17	-0,62	0,22

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
(montants en milliers)

en milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		
<i>Capacité d'autofinancement</i>		
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	- 5 112	1 847
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	3 549	-1 918
Charges et produits calculés liés aux stock options	0	0
Plus et moins value de cession	9	-22
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	29	28
<u>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</u>	-1 526	-65
Coût de l'endettement financier net	213	215
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	1 749	1 128
<u>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</u>	436	1 278
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	387	280
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	823	1 558
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-118	-208
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	39	147
Encaissements liés aux cessions des immobilisations financières	0	17
Variation des prêts et avances consentis	0	0
Incidence des variation de périmètre	0	21
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-79	-23
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital - Versées par les minoritaires des sociétés intégrées		
Rachats et reventes d'actions propres	-25	-135
Sommes reçues des actionnaires en compte courant	0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	-661	-956
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	-213	-215
Incidence des variation de périmètre		-36
Autres flux liés aux opérations de financement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-898	-1 342
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES		
FLUX NET DE TRESORERIE	-155	193

Trésorerie au 1er Janvier	904	711
Flux nets de l'exercice	-155	193
Trésorerie à fin de période	749	904

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
(montants en milliers, sauf nombre d'actions)

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat net	Gains et pertes directement en capitaux propres	Capitaux propres (part groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2009	1 732	2 637	3 576	-227	0	7 718	1	7 719
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				1 847		1 847		
Gains et pertes directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				1 847	0	1 847		1 847
Affectation en réserves			-227	227		0		
Incidence rachat obligations			0			0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-133			-133		
Variations diverses			-2			-2		
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2010	1 732	2 637	3 214	1 847	0	9 430	1	9 431
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				-5 112		-5 112		
Gains et pertes directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				-5 112	0	-5 112		-5 112
Affectation en réserves			1 847	-1 847		0		
Incidence rachat obligations						0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-14			-14		
Variations diverses						0		
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2011	1 732	2 637	5 047	-5 112	0	4 304	1	4 305

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

GENERALITES	7
Note 1 – PRESENTATION GENERALE	7
Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS	7
BILAN - ACTIF	14
Note 3 – GOODWILL	14
Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15
Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15
Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	16
Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS	17
Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE	18
BILAN - PASSIF	19
Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	19
Note 10 – PROVISIONS	21
Note 11 – DETTES FINANCIERES	23
Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS	25
Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE	26
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	28
Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL	28
Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL	30
Note 16 – IMPOTS	32
Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION	35
Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN	36
Note 19 – EFFECTIF MOYEN	37
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	38
Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS	38
Note 21 – SOCIETE MERE CONSOLIDANTE	38
Note 22 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES	38
Note 23 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	39
Note 24 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE	39

GENERALITES

Note 1 – PRESENTATION GENERALE

Informations relatives au Groupe

UTIGroup. S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française. UTIGroup. S.A. est cotée sur le marché d'Euronext Paris. En date du 25 mars 2012, le Conseil d'administration a procédé à un arrêté des comptes et a autorisé la publication des états financiers consolidés d'UTIGroup. S.A. pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Ces états financiers seront soumis à l'approbation des actionnaires d'UTIGroup. S.A. lors de leur assemblée générale annuelle qui se tiendra le 22 mai 2012.

Nature de l'activité

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes et assure deux grands types de prestations qui se décomposent comme suit :

La délégation de personnel et l'intégration de systèmes sont réalisées dans le cadre de contrats en régie avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens.

L'Edition et la distribution de progiciel consistent à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur et à effectuer un certain nombre de prestations autour du produit.

Le groupe n'a pas conclu de contrats au forfait d'un montant significatif en 2011 ainsi qu'en 2010.

Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Bases de préparation des comptes consolidés annuels

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'UTIGroup. S.A. et de ses filiales sont établis suivant les normes comptables internationales : International Reporting Standards (« IFRS »), telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») c'est-à-dire, les IFRS, les International Accounting Standards (« IAS ») et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») ou l'organisme qui l'a précédé le Standing Interpretation Committee (« SIC »).

Au 31 décembre 2011, les normes et interprétations comptables adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euro. Toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (K €) sauf indication contraire.

Impact des nouvelles normes comptables

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011

IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées »

IAS 32 amendement « Droits de souscription d'actions »

L'adoption de ces normes, amendements et interprétations n'a eu aucune incidence significative sur les méthodes d'évaluation retenues pour préparer les états financiers consolidés du Groupe.

Base d'évaluation des comptes consolidés annuels

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Le Groupe a précisé dans l'annexe aux comptes consolidés les hypothèses utilisées et a encadré les résultats obtenus par des calculs de sensibilité aux fluctuations de ces estimations. Celles-ci sont notamment sensibles dans l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés (« impairment ») puisqu'ils sont fondés sur des flux futurs estimés, des hypothèses de taux de croissance et d'actualisation.

Plusieurs scénarii d'évolution des flux de trésorerie ont été élaborés et des tests de sensibilité aux variations des hypothèses de taux de croissance et de coût moyen pondéré du capital (WACC) ont été menés dans :

- l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés,
- la détermination des impôts différés et notamment lors de l'appréciation du caractère recouvrable des impôts différés actifs.

Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent en intégration globale les comptes des sociétés dans lesquelles UTIGroup. S.A. exerce un contrôle exclusif. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux d'UTIGroup. S.A. et sur la base de méthodes comptables homogènes. Toutes les transactions et comptes réciproques entre les sociétés consolidées sont éliminés.

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2011 est présenté ci-après :

	% contrôle	% intérêt
SA UTIGroup 68, rue de Villiers 92 532 Levallois-Perret	100,00%	100,00%
SA UTIGroup Est rue du Dépôt 13, parc de l'Europe 67 207 Niederhausbergen	99,74%	99,74%
SARL UTIGroup Luxembourg 400 route d'Esch L-1471 Luxembourg	98,00%	97,75%
SA UTIGroup Rhône-Alpes 92, cours Vitton 69 006 Lyon	99,94%	99,94%

Toutes les entités constituant le Groupe sont consolidées par intégration globale.

Conversion des comptes des filiales étrangères et opérations en devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de toutes les entités du Groupe est l'Euro. Par conséquent, le Groupe n'est pas confronté à la problématique de la conversion des comptes de filiales étrangères.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les résultats sur les travaux réalisés en régie sont pris en compte au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de service est déterminé selon les temps passés par les collaborateurs qui fournissent mensuellement des feuilles d'activité.

Goodwill

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des entités consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Le Goodwill n'est pas amorti, conformément à IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ». Il fait l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au

minimum une fois par an. Les modalités des tests de perte de valeur sont détaillées dans la note 3 « *Goodwill* ». En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au poste « *Autres charges opérationnelles* » de l'Etat du Résultat Global.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des licences, des brevets et des logiciels acquis. Ces immobilisations sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes correspondant à la durée d'utilisation prévue (de 1 à 5 ans).

La dotation annuelle aux amortissements des immobilisations incorporelles est comptabilisée dans le poste « *Dotations aux amortissements* » de L'Etat du Résultat Global.

Le Groupe a pour habitude de comptabiliser directement les coûts de recherche et développement éventuels en charges. Le Groupe n'a, en effet, pas d'effectif exclusivement dédié à la recherche et au développement. Seule l'activité d'éditeur, mineure dans le Groupe, nécessite de tels investissements humains. Les éventuelles dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges au 31 décembre 2011.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations :

Installations générales et agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans
Mobilier et matériels divers	2 à 5 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans

Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges à la réalisation de ces prestations. Quand des immobilisations sont cédées ou mises hors service, le gain ou la perte est comptabilisé en résultat opérationnel.

Tests de valorisation des immobilisations

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des facteurs internes ou externes montrant que l'un de ces actifs a perdu de la valeur. Lorsque de tels facteurs existent, le Groupe calcule la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. La valeur recouvrable est déterminée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité de l'actif, ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient, si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs, est établie selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Si la valeur ainsi évaluée se révèle inférieure à la valeur nette comptable, le Groupe comptabilise une dépréciation égale à la différence entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur recouvrable.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances et la trésorerie.

Les immobilisations financières comprennent :

- des titres détenus jusqu'à l'échéance,
- des versements de dépôts,
- des versements à des organismes collecteurs au titre des prêts « aides à la construction ».

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat, ni d'actifs disponibles à la vente.

L'ensemble des actifs financiers détenus est donc comptabilisé au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 32, un actif financier est décomptabilisé uniquement dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie de cet actif et perd le contrôle de l'actif ou transfère l'essentiel des risques et avantages liés à cet actif.

Les actifs décomptabilisés correspondent aux créances clients des entités du groupe cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances commerciales sont enregistrées pour leur montant nominal. Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants correspondent aux autres actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Actions propres

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Paiement sur la base d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 a autorisé le Conseil d'administration à consentir un plan concernant des options de souscription d'actions au profit des dirigeants et de certains salariés du Groupe. Ces options donnent droit à la souscription d'actions de la société UTIGroup. dans la limite de 3% du capital.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est

constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* », une provision couvrant l'intégralité des engagements de retraites et prestations assimilées est comptabilisée au passif du bilan. Il n'existe pas d'autres avantages postérieurs à l'emploi que ceux concernant les engagements de retraite.

Les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent les hypothèses suivantes :

- une date de retraite fixée à soixante-cinq ans (départ volontaire),
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- un taux de rotation du personnel,
- un taux de charges sociales,
- un taux annuel de progression des salaires.

Ces évaluations sont effectuées à chaque date de clôture des comptes annuels.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements. Ces écarts sont reconnus en résultat.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour mettre fin à l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées, ce qui n'est pas le cas au 31 décembre 2011.

Autres passifs courants

Les autres passifs courants correspondent aux autres passifs devant être réglés ou négociés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Instruments de capitaux propres

Un instrument de capitaux propres est un instrument qui donne droit à un intérêt résiduel dans les actifs nets de l'entreprise, après déduction de toutes ses dettes.

Conformément à la norme IAS 32, « *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* », pour les instruments financiers comportant plusieurs composants dont certains ont des caractéristiques de dettes et d'autres de capitaux propres, ces derniers sont comptabilisés séparément les uns des autres. Ainsi, un même instrument peut être présenté

pour partie en tant qu'élément des capitaux propres et, pour partie, en tant que dette. L'emprunt en obligations convertibles en actions correspond à cette définition.

Impôts

La charge d'impôt incluse dans la détermination du résultat net de l'exercice est égale au montant total des impôts courants et des impôts différés.

Des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre les valeurs comptables des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture. Les actifs d'impôts différés sont constatés lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

L'impôt exigible et différé est directement comptabilisé dans les capitaux propres si l'impôt concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Résultat par action

Le Groupe calcule un résultat net par action de base et dilué, soit respectivement sans prise en compte et avec prise en compte de l'effet dilutif des options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions. Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net de la période par la moyenne pondérée du nombre de titres en circulation. Les titres sont composés des actions et des titres potentiels. Les titres potentiels correspondent aux options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions dont le prix d'exercice est inférieur à la moyenne du cours de bourse sur la période et sont pris en compte comme s'ils avaient été exercés.

BILAN - ACTIF

Note 3 – GOODWILL

Valeurs brutes	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Goodwill UTI GROUP	15 541			15 541
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
	18 619	-	-	18 619

Dépréciations	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Goodwill UTI GROUP	-2 206	-1 771		-3 977
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-2 898	-1 771	-	-4 669

Valeur nette	15 721	-1 771	-	13 950
---------------------	---------------	---------------	---	---------------

Valeurs brutes	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Goodwill UTI GROUP	15 341	200		15 541
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
	18 419	200	-	18 619

Dépréciations	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Goodwill UTI GROUP	-2 206			-2 206
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-2 898	0	-	-2 898

Valeur nette	15 521	200	-	15 721
---------------------	---------------	------------	---	---------------

La détermination de la juste valeur repose sur l'actualisation des cash flow générés par l'activité pour les cinq prochains exercices et sur la détermination de la valeur terminale actualisée avec croissance à l'infini.

Les données de la première année sont issues du processus budgétaire, les données suivantes sont déterminées par extension budgétaire.

Le taux d'actualisation retenu en 2011 est de 10,1 % comme en 2010 et le taux de croissance à l'infini est de 2% en 2011 comme en 2010.

Une hausse du taux d'actualisation de 1% porterait ainsi le taux à 11.1% et la dépréciation complémentaire s'élèverait alors à 1,1 M€

Le calcul de la juste valeur au 31 décembre 2011, a conduit à comptabiliser une dépréciation du goodwill de 1 771 K€.

Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles nettes sont constituées des éléments suivants:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	520	14		534
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-519	-10		-529
Valeur nette	1	4	0	4

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	517	4		520
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-512	-8		-519
Valeur nette	5	-4	0	1

Il n'existe pas d'engagements contractuels en vue de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont constituées des éléments suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	935	38		973
	935	38	-	973
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-846	-37		-883
	-846	-37	0	-883
Valeur nette	89	1	-	90

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	889	151	106	935
	889	151	106	935
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-813	-33		-846
	-813	-33	0	-846
Valeur nette	76	118	106	89

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur les immobilisations corporelles. Par ailleurs, au cours de ces mêmes exercices, il n'y a pas eu de financement d'équipement par des contrats de location financement significatifs.

Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Valeur brute				
Participations non consolidées	0			0
Prêts au personnel et autres	308	56	11	353
Dépôts et cautionnements	129	10		139
	437	66	11	491
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	437	66	11	491

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Valeur brute				
Participations non consolidées	17		17	0
Prêts au personnel et autres	275	37	5	308
Dépôts et cautionnements	128	16	15	129
	420	53	37	437
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	420	53	37	437

Les prêts accordés aux organismes collecteurs de la participation à l'effort construction ont été actualisés compte tenu de leur durée (20 ans).

La valeur actualisée des prêts s'élève ainsi à 341 K€ au 31 décembre 2011 contre 304 K€ au 31 décembre 2010.

La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et les autres actifs courants sont constitués des éléments suivants :

Créances clients

	31/12/2011	31/12/2010
Créances clients	1 747	1 605
Dépréciations créances douteuses	-68	-68
Comptes de régularisation rattachés		
Total	1 679	1 537

Autres créances

	31/12/2011	31/12/2010
Personnel et comptes rattachés	0	57
Créances sur organismes sociaux	-	-
Créances sur l'Etat - impôts et taxes	38	7
Créances sur l'Etat - TVA	353	239
Autres créances d'exploitation	350	374
Comptes de régularisation	306	309
Total	1 047	986

Les autres créances d'exploitation correspondent principalement au dépôt de garantie auprès de la société d'affacturage.

Echéancier des créances

	31/12/2011	2012	2013	Années ultérieures
Créances clients (BRUT)	1 747	1 747		
Autres créances	1 047	1 047		
TOTAL	2 794	2 794	-	-

	31/12/2010	2011	2012	Années ultérieures
Créances clients (BRUT)	1 605	1 605		
Autres créances	986	986		
TOTAL	2 591	2 591	-	-

La valeur nette comptable des créances figurant au bilan reflète la valeur de marché. Le montant des en-cours garantis auprès du factor est de 5 204 K€ au 31 décembre 2011 contre 5 443 K€ au 31 décembre 2010

Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Tableau des Flux de Trésorerie consolidé :

La définition de la Trésorerie retenue pour ce tableau correspond au montant figurant en Trésorerie et équivalent de Trésorerie diminué des découverts bancaires et créances d'affacturage non garanties :

	31/12/2011	31/12/2010
Disponibilités	950	1 235
Découverts bancaires	-198	-285
Créances d'affacturage non garanties	-3	-47
TOTAL trésorerie nette	749	904
VARIATION DE TRESORERIE		-155

BILAN - PASSIF

Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL

Capital

Le capital au 31 décembre 2011 est de 1 731 747 €, divisé en 8 658 736 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	01/01/2011	Variation		31/12/2011
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 658 736			8 658 736
Nombre de titres	8 658 736	0	0	8 658 736
Nominal	0,20			0,20
Capital en euro	1 731 747	0	0	1 731 747

Détail des réserves

Les différents éléments constituant les réserves consolidées de l'exercice sont les suivants :

DETAIL DES RESERVES	31/12/2011	31/12/2010
Autres réserves	-240	1 171
Report à nouveau	5 287	2 043
TOTAL	5 047	3 214

Actions propres

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTIGroup. S.A. ont été rachetées par le Groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenue a évolué de la façon suivante :

TITRES DE PARTICIPATIONS (en nombre d'actions)	31/12/2011	31/12/2010
Détentions à l'ouverture	423 898	292 152
Achats d'actions	19 785	131 746
Ventes d'actions	-	-
Détention à la clôture	443 683	423 898
CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions)	31/12/2011	31/12/2010
Détentions à l'ouverture	19 295	34 275
Achats d'actions		
Contrat de liquidité 23/11/2003 (ARKEON FINANCE)	51 501	678 356
Ventes d'actions	58 065	693 336
Détention à la clôture	12 731	19 295
Détention totale à la clôture	456 414	443 193
Pourcentage détenu en autocontrôle	5,3%	5,1%

Le coût d'acquisition des titres achetés, comme le produit de la cession des titres vendus, ont été imputés respectivement en diminution et en augmentation de la situation nette.

Dividendes

Des dividendes peuvent être distribués par prélèvement sur les réserves en conformité avec les dispositions de la Loi et les Statuts de la Société. UTIGroup. S.A. n'a pas distribué de dividende au titre des 3 derniers exercices. Le report à nouveau et les primes (fusion, émission, apport) dans les comptes sociaux s'élèvent à 7 919 K€ au 31 décembre 2011 avant affectation du résultat de l'exercice.

Plans d'options de souscription et d'achat d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 dans sa 1ère résolution et en application des dispositions des articles L 225-177 et suivants du Code de commerce, a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice des salariés et des dirigeants de la société – ou à certains d'entre eux – de la Société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions définies par l'article L.225-180 dudit Code, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital.

L'autorisation a été donnée au Conseil d'administration pendant une durée de 38 mois à compter de la date d'assemblée générale.

Le nombre d'actions à émettre au titre d'augmentation(s) de capital résultant de la levée de telles options ne peut être supérieur à 3% du capital social.

Le prix de souscription des actions a été fixé par l'assemblée à 80% de la moyenne des cours de clôture constatés aux vingt séances de Bourse précédant le jour où les options sont consenties.

Le délai d'exercice des options ne devra pas excéder 5 ans à compter de leur date d'attribution.

Le nombre d'actions auxquelles pourront souscrire les personnes remplissant les conditions est fixé par le Conseil d'administration. Aucun détenteur de plus de 10% du capital de la Société ne peut bénéficier d'options de souscription.

Par décision du Conseil d'administration en date du 29 février 2008, il a été décidé l'attribution d'options de souscription à des dirigeants et salariés du Groupe. Les options de souscription créées sont exclusivement réservées aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou du Groupe qui remplissent les conditions suivantes :

- être cadre ou mandataire social de la Société ou de ses filiales détenues à plus de 85%,
- être présent dans l'entreprise ou dans l'une de ses filiales détenues à plus de 85% depuis plus de 30 mois.

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION								
Plan autorisé par l'assemblée générale du 22/01/2008								
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des options	Options exercées	Options annulées	Options restantes	Date limite de levées
Plan n° 5 du 29/02/2008	150 000	1,04 euros	3 Salariés	29/02/2008	0		150 000	28-févr-13
TOTAL	150 000				0	0	150 000	

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes. Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Détail des actions et droits de vote

Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	31/12/2011	31/12/2010
Nombre total d'actions	8 658 736	8 658 736
Nombre total de droits de vote	9 744 327	9 768 182

Note 10 – PROVISIONS

	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
Provision pour litiges prud'homaux	204	33	52	185
Provision pour litiges commerciaux	103	20	33	90
Provision pour risques et charges divers	-	1 763		1 763
Total provisions pour risques et charges	307	1 816	85	2 038
Provision pour engagements sociaux	271	8	51	228
Total provisions au passif	578	1 824	136	2 266

	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Provision pour litiges prud'homaux	171	105	72	205
Provision pour litiges commerciaux	2 093	103	2 093	103
Provision pour risques et charges divers	-			-
Total provisions pour risques et charges	2 264	208	2 165	308
Provision pour engagements sociaux	224	48		272
Total provisions au passif	2 488	256	2 165	579

En 2010, la cour d'appel de Versailles a rendu un arrêt favorable à la société UTI GROUP dans le litige qui l'opposait à un client au titre de prestations réalisées au forfait qui a donné lieu à une reprise de provision non courante de 1.867 K€.

Le pourvoi en cassation de la partie adverse, comme le pourvoi provoqué, ont été déclarés non admis par un arrêt du 6 octobre 2011. Cette décision a mis donc un terme final à cette instance.

En 2011, la société UTI GROUP a fait l'objet d'une vérification de comptabilité sur les exercices 2008 et 2009.

Le service des impôts a fait une proposition de rectification en juillet 2011.

L'Administration conteste le bien-fondé de la déductibilité des dépréciations sur fonds de commerce d'un montant total de 12 220 K€.

La société n'accepte pas les motivations administratives et a saisi la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires. Cette commission se réunira au cours l'année 2012.

De plus, l'Administration applique une pénalité pour non dépôt de l'état de suivi des plus-values en sursis d'imposition sur 2008 et 2009 pour un montant total de 2.262 K€.

Selon les recommandations de ses conseils, la société a comptabilisé une provision pour charge relative au contrôle fiscal pour 1 763K€.

Les reprises de provisions non utilisées concernent les litiges suivants :

	31/12/2011	31/12/2010
Provision pour litiges prud'homaux	49	49
Provision pour litiges commerciaux	33	2 093
Provision pour risques et charges divers	-	-
Total des reprises non utilisées	82	2 142

Note 11 – DETTES FINANCIERES

Détail des emprunts et dettes financières courants et non courants

DETTE FINANCIERE	31/12/2011	31/12/2010
Emprunt obligataire convertible	303	292
Part des emprunts à plus d'un an	-	809
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	303	1 101
Part des emprunts à moins d'un an	809	533
Part des dettes financières à moins d'un an	608	560
Total des dettes financières à court terme	1 417	1 093

DETTE FINANCIERE	31/12/2010	31/12/2009
Emprunt obligataire convertible	292	281
Part des emprunts à plus d'un an	809	1 342
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	1 101	1 623
Part des emprunts à moins d'un an	533	508
Part des dettes financières à moins d'un an	560	631
Total des dettes financières à court terme	1 093	1 139

Au 31/12/2011, les covenants financiers n'étant pas respectés (voir note 18), le solde des dettes financières à plus d'un an est reclassé en dettes financières à court terme pour 250 K€.

Echéancier des dettes financières

Dettes financières à long terme	31/12/2011	2011	2012	2013	2020
Emprunt obligataire convertible	303				303
Emprunts auprès des établissements de crédit	-				-
Total	303	-	-	-	303
Dettes financières à long terme	31/12/2010	2011	2012	2013	2020
Emprunt obligataire convertible	293				293
Emprunts auprès des établissements de crédit	809		559	250	
Total	1 102	-	559	250	293

La valeur comptable des emprunts au 31/12/2011 reflète leur juste valeur.

Caractéristiques de l'emprunt obligataire

Le 12 juillet 2000, le Groupe a émis 875 350 obligations convertibles en actions ordinaires pour un montant nominal de 18 645 K€, portant intérêt au taux annuel de 3% et assorties d'une prime de remboursement à l'échéance de 3,14 €. Les frais d'émission se sont élevés à 1 162 K€.

Ce contrat a été modifié par l'Assemblée Générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et entériné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003. Les nouvelles caractéristiques du contrat dénommé « *UTIGROUP. 0.1% 2020* » sont les suivantes :

- la durée de l'emprunt est de 19 ans et 160 jours, soit une échéance le 1^{er} janvier 2020, pour un amortissement en totalité à l'échéance,
- le taux nominal des intérêts annuels est fixé à 0.10%,
- versement d'une soulte en numéraire de 2,5 € aux obligataires pour chaque conversion d'une obligation.

Le ratio de conversion a été fixé comme suit :

- en cas de conversion jusqu'au 31 mars 2008 inclus : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP. et quatre bons de souscription d'action devant être exercés avant le 1er avril 2008,
- en cas de conversion entre le 1er avril 2008 et la date d'échéance de l'emprunt : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP.

Il ne reste plus de bon de souscription d'action en circulation au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2011, il restait en circulation 19 414 obligations. La composante capitaux propres correspondante a été évaluée à 2 K€. La composante dette de l'emprunt obligataire restant en passif financier a fait l'objet d'une actualisation compte tenu des modifications des caractéristiques de l'emprunt initial. Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée de la composante dette de l'emprunt obligataire au 31 décembre 2011 sont les suivantes :

Durée	du 01/01/2012 au 01/01/2020	8
Taux d'actualisation		4,00%
Nombre d'OCA		19 414
Nominal		21,30 €

La valeur actualisée de l'emprunt obligataire s'élève ainsi à 303 K€ au 31 décembre 2011 contre 292 K€ au 31 décembre 2010. La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS

Dettes fournisseurs

	31/12/2011	31/12/2010
Dettes fournisseurs	1 782	1 327
Total	1 782	1 327

Les dettes fournisseurs sont constituées de frais de sous-traitance et de frais généraux.

Autres passifs courants

AUTRES DETTES	31/12/2011	31/12/2010
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 744	5 551
Dettes sur acquisitions de titres	591	591
Comptes courants	1 811	1 774
Dettes diverses d'exploitation	1 099	417
Total des autres dettes à court terme	8 245	8 333

AUTRES PASSIFS COURANTS	31/12/2010	31/12/2009
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	5 551	4 681
Dettes sur acquisitions de titres	591	808
Comptes courants	1 774	2 198
Dettes diverses d'exploitation	417	459
Total des autres dettes à court terme	8 333	8 146

Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, a mis à disposition de la société UTIGroup. des fonds apportés en compte courant dont la valeur est de 1 596 K€ au 31 décembre 2011 contre 1 567 K€ au 31 décembre 2010. Par ailleurs, Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Général Délégué de la Société a, pour sa part, mis à disposition de la société UTIGroup. un compte courant de 213 K€ au 31 décembre 2011 contre 205 K€ au 31 décembre 2010.

Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité représenté par chacune des entités composant le Groupe.

Le Groupe UTIGroup. réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique.

Eléments du résultat sectoriel (inclus les retraitements d'élimination des transactions intra-Groupe)

	31/12/2011	UTIGroup	UTIGroup Est	UTIGroup Luxembourg	UTIGroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	28 457	23 490	2 003	-	2 964
Résultat opérationnel courant	745	206	301	-10	249
Résultat opérationnel	-2 789	-3 329	301	-10	249
Résultat global	-5 112	-5 397	188	-10	107

	31/12/2010	HBCC Partners	UTIGroup	UTIGroup Est	UTIGroup Luxembourg	UTIGroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	28 581	230	24 227	1 720	-	2 404
Résultat opérationnel courant	1 302	- 59	1 042	382	5	-69
Résultat opérationnel	3 169	-59	2 909	382	5	-69
Résultat global	1 833	-59	1 743	295	5	-151

Actifs et passifs sectoriels

Les actifs sectoriels se définissent selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », comme étant la somme des immobilisations corporelles et incorporelles (incluant le goodwill) et des actifs courants. Les actifs financiers et autres actifs non courants ne sont pas pris en compte dans le calcul des actifs sectoriels.

ACTIFS	31/12/2011	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	14 644	14 448	45	-	151
Actifs courants	3 676	2 633	497	7	539
TOTAL	18 319	17 080	542	7	689

PASSIFS	31/12/2011	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	2 570	2 531	11	-	28
Passifs courants	11 445	10 278	424	11	732
TOTAL	14 015	12 810	435	11	760

ACTIFS	31/12/2010	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	18 107	17 931	46	-	130
Actifs courants	3 758	2 432	774	12	540
TOTAL	21 864	20 363	819	12	670

PASSIFS	31/12/2010	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	1 680	1 650	9	-	22
Passifs courants	10 754	9 653	423	15	663
TOTAL	12 434	11 303	431	15	685

Informations relatives aux principaux clients

Le risque «client» est très largement réparti : sur 199 établissements clients actifs recensés dans l'année 2011, le premier client du Groupe représente 11 % de l'activité, les dix premiers

représentent pour leur part 46 % de l'activité et enfin les vingt premiers totalisent 61 % de l'activité.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Chiffre d'affaires

	31/12/2011			31/12/2010		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
UTIgroup	23 480	10	23 490	24 217	10	24 227
UTIgroup Est	2 003	-	2 003	1 720	-	1 720
UTIgroup Luxembourg						
UTIgroup Rhône-Alpes	2 958	6	2 964	2 396	8	2 404
HBCC Partners				230		230
TOTAL	28 441	17	28 457	28 563	18	28 581

Frais de personnel

Les frais de personnel des entités du Groupe se ventilent comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010
UTI Group S.A.	15 795	17 384
UTI Group Rhône-Alpes	2 256	1 993
UTI Group Est	1 316	1 087
UTI Group Luxembourg	-	-
HBCC PARTNERS	-	159
TOTAL	19 367	20 623

Dotations nettes aux amortissements et aux provisions

	31/12/2011	31/12/2010
Immobilisations incorporelles	-10	-8
Immobilisations corporelles	-37	-33
Dépréciation sur actif circulant	0	311
Provision pour risques et charges	32	140
	-15	410

Autres charges et produits opérationnels courants

Les éléments constitutifs des produits et des charges d'exploitation sont :

	31/12/2011	31/12/2010
Autres produits d'exploitation	163	136
Produits de cession d'immobilisations	39	144
Autres charges d'exploitation	-1	-3
Valeurs nettes des immobilisations cédées	-48	-122
Autres produits et charges opérationnels courants	153	155

Autres charges et produits opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale du Groupe.

	31/12/2011	31/12/2010
<u>Autres produits opérationnels</u>	-	-
Litige clients		1 867
<u>Autres charges opérationnelles</u>		
Dépréciation de fonds de commerce	-1 771	
Provision pour charges liées au contrôle fiscal	-1 763	
TOTAL	-3 534	1 867

Coût de l'endettement financier brut

	31/12/2011	31/12/2010
Intérêts sur emprunts	-49	-74
Autres charges financières	-164	-141
TOTAL	-213	-215

Autres charges et produits financiers

	31/12/2011	31/12/2010
Pertes de change	0	0
Gain de change	5	1
Actualisation de l'emprunt obligataire	-11	-11
Actualisation des prêts et engagement de retraite	-33	-32
Charges financières	0	-66
Provision charges financières	0	-50
Autres produits financiers	34	164
Autres produits et charges financiers	-5	6

Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL**Régimes à prestations définies**

La législation française prévoit également le versement aux salariés en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la rémunération du salarié au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis par les salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. La méthode retenue pour le calcul des engagements est la méthode des unités de crédits projetées conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ».

	01/01/2011	Augmentations	Diminutions	31/12/2011
UTI Group S.A.	241		51	190
UTI Group Rhône-Alpes	21	6		27
UTI Group Est	9	2		11
UTI Group Luxembourg				-
Total des engagements	271	8	51	228

	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
UTI Group S.A.	200	41		241
UTI Group Rhône-Alpes	16	5		21
UTI Group Est	7	2		9
UTI Group Luxembourg				-
Total des engagements	223	48	-	271

La variation nette de l'exercice est enregistrée dans l'Etat du Résultat Global dans le poste en charges de personnel et en charges financières pour la partie actualisation.

	2 011	2 010
Total des engagements au 01/01	271	223
Coût des services rendus dans l'année	25	23
Effet de l'actualisation	15	16
Prestations versées	-14	-16
Evolution démographique	-70	25
Coût actuariel	0	0
Total des engagements au 31/12	228	271

Les taux utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

	31/12/2011	31/12/2010
Age de retraite considéré (départ volontaire)	65	65
Taux d'actualisation des dettes à long terme	3,49%	3,70%
Taux de rotation jusqu'à 49 ans	20,00%	20,00%
Taux de rotation de 50 ans à 54 ans	15,00%	15,00%
Taux de rotation de 55 ans et plus	10,00%	10,00%
Taux annuel de progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales (départs volontaires)	48,00%	48,00%
Table de mortalité Hommes	TH-00-02	TH-00-02
Table de mortalité Femmes	TF-00-02	TF-00-02

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres au pays.

Note 16 – IMPOTS

Evolution des postes de bilan

<i>Impôts différés actif</i>	31/12/2011	31/12/2010
Ouverture	1 858	2 986
Différences temporaires	14	16
Constatation de l'impôt sur déficits	69	0
Reprise du déficit reportable	-1 858	-1 256
Actualisation effort construction	90	85
Engagements de retraite	76	90
Actualisation emprunts obligataires	-36	-40
Dépréciation des actions propres	-104	-23
Clôture	109	1 858

Charge d'impôt sur les résultats

	31/12/2011	31/12/2010
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	0	0
CVAE	-356	-257
Impôts différés		
Impôts différés de la période	-1 749	-1 128
	-2 105	-1 385

Nota : les montants négatifs figurant au tableau ci-dessus correspondent à des charges d'impôts. Corrélativement, les montants positifs correspondent à des produits d'impôts.

La loi de finances pour 2010 publiée le 30 décembre 2009 a supprimé la Taxe Professionnelle pour la remplacer par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T.) qui se compose de deux nouvelles contributions de nature différente :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E.) est assise sur les valeurs locatives des biens passibles de taxes foncières. Au regard des similitudes avec l'ancienne Taxe Professionnelle, elle est comptabilisée à compter du 1er janvier 2010 en tant que charge opérationnelle courante.
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E) est assise sur la valeur ajoutée des entités françaises. Cette contribution s'analyse comme un impôt dû sur la base des bénéfices imposables et est comptabilisée, en application d'IAS12, en charge d'impôt sur le résultat à compter de l'exercice 2010.

Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

A compter du 1^{er} janvier 2003, la société UTIGroup. S.A. s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, dû par le Groupe formé par elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%, au titre du régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts. Cette convention d'intégration fiscale a été renouvelée le 1^{er} janvier 2008 pour une durée expirant le 31 décembre 2012.

Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%.

Preuve d'impôts

Le rapprochement entre le produit d'impôt comptabilisé au 31 décembre 2011 dans le résultat comptable consolidé et le produit d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôts le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante peut être établi comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010
Résultat consolidé avant impôt	-3 007	3 232
Déficits activés		
Taux d'IS applicable	33,33%	33,33%
Charge d'impôts théorique	1 002	-1 077
Charge d'impôts réelle	-2 105	-1 385
Ecart	3 107	308
Charges définitivement non déductibles	1 219	52
Reprise d'impôts différés actifs sur report déficitaires suite au contrôle fiscal	1 731	
Impact net des retraitements de consolidation	-80	84
Impact CVAE	237	172
Total	3 107	308

Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	31/12/2011	31/12/2010
Nombre moyen d'actions de 0,20 euro en circulation	8 658 736	8 658 736
Actions détenues en propre par le Groupe	456 414	443 193
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 202 322	8 215 543
Résultat net	-5 112	1 847
Résultat net par action	-0,62	0,22

Le montant à prendre en compte pour déterminer ce résultat par action de base est le résultat net de l'exercice.

Résultat par action dilué

Le résultat net par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice augmenté des titres donnant accès au capital. Les options de souscription dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action.

Un instrument financier convertible n'est dilutif que si, et seulement si, sa conversion réduit le résultat par action des activités ordinaires continuées.

L'effet dilutif est le suivant sur le nombre d'actions :

	31/12/2011	31/12/2010
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 202 322	8 215 543
Effet dilutif des obligations convertibles	19 414	19 414
Nombre moyen d'actions après titres dilutifs	8 221 736	8 234 957
Résultat net	-5 112	1 847
Résultat net par action	-0,62	0,22

Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements hors bilan

Pour les opérations courantes, le Groupe est engagé à la clôture de l'exercice 2011 pour les montants suivants :

	31/12/2011		31/12/2010	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers (1)	2 994		3 478	
Baux mobiliers et crédit-baux	251		369	
Nantissement du Fonds de commerce au profit d'une banque	303		518	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	3 548	-	4 365	-
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup. Rhône-Alpes				
Baux immobiliers	112		162	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	112	-	162	-
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup. Est				
Baux mobiliers et crédit-baux	-		-	
Baux immobiliers	19		38	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	19	-	38	-

(1) : Bail immobilier à compter du 14/02/2008 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 14/02/2017. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 14/02/2014, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Contrats de location

Les contrats de location sont tous des contrats de location simple et des locations avec option d'achat comprennent principalement du matériel de bureau et des véhicules mis à disposition du personnel.

Le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer se décompose comme suit au 31 décembre 2011.

Montant total restant à verser au 31/12/2011	251 K€
- Dont part à moins d'un an	132 K€
- Dont part à plus d'un an et à moins de 5 ans	119 K€
- Dont part à plus de 5 ans	0

Le montant des charges au 31 décembre 2011 s'élève à 281 K€.

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi N° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans et au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2005, en application de l'avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du CNC. Le nombre total d'heures acquises par les salariés du Groupe au 31 décembre 2011 s'élève à 19 254 heures.

Autres engagements

Dans le cadre de la souscription des nouveaux emprunts en 2008 la société s'est engagée à respecter, sur la base de ses comptes consolidés les ratios suivants :

- Les fonds propres améliorés consolidés (capitaux propres, provision pour risques et charges et comptes courants associés) supérieur à 10 millions d'euros
- Rapport de la dette moyen et long terme (comptes courants associés inclus) sur les fonds propres inférieur à 1
- Rapport dettes financières nettes (comptes courants d'associés inclus) sur excédent brut d'exploitation inférieur à 3.

La part à plus d'un an des emprunts auprès des établissements financiers est reclassée en autres dettes financières à court terme pour 250K€, les ratios n'étant pas respectés.

A la connaissance du Groupe, il n'y a pas d'autre engagement hors bilan significatif au 31 décembre 2011.

Note 19 – EFFECTIF MOYEN

	31/12/2011	31/12/2010
Charges de personnel (*)	13 088	14 131
Charges sociales afférentes	6 279	6 492
	19 367	20 623
Effectif moyen	313	316

(*) : composé de salaires fixes et variables, y compris participation des salariés.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêt; aussi, son résultat et sa trésorerie opérationnelle sont-ils largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme et moyen terme. La dette du Groupe est essentiellement à taux fixe.

Risque de liquidité sur la dette financière et covenants

Le risque de liquidité est géré par la mise en place de sources de financement diversifiées. Par ailleurs, certains financements du Groupe contiennent des clauses de remboursement anticipé notamment en cas de non respect de covenants. (cf. note 18)

Risque du marché actions

Le Groupe ne détient pas de titres de sociétés cotées autres que les actions d'autocontrôle (au 31 décembre 2011, 456 414 actions) qui sont déduites des capitaux propres. Il n'est donc pas exposé au risque de fluctuation des prix des marchés actions.

Exposition au risque de change

UTIGROUP n'est que peu exposé au risque de change, le Groupe n'exerce qu'une faible activité hors de la zone Euro qui correspond à moins de 5 K€ en suisse en devise CHF sur l'exercice 2011.

Le groupe ne détient pas de passif ou d'actif en devise.

De ce fait, le Groupe ne se couvre pas du risque de change.

Note 21 – SOCIETE MERE CONSOLIDANTE

Les comptes consolidés du groupe UTI GROUP, sont consolidés dans les comptes du groupe LAW INFORMATIQUE. La société mère LAW INFORMATIQUE détient 54,4 % du capital et 62,3% des droits de vote.

Note 22 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Rémunération et avantages des organes de direction et d'administration du Groupe

	31/12/2011	31/12/2010
Des organes d'administration	0	602
Des organes de direction	-	-
Des organes de surveillance	-	-
TOTAL	0	602

Au 1^{er} janvier 2011 les rémunérations des organes d'administration ont été transférées sur la société holding LAW INFORMATIQUE suite à une réorganisation du groupe.

La rémunération des organes d'administration en 2011 a été de 590 K€.

Au 31 décembre 2010 Ces montants incluent les avantages en nature. Il n'existe pas d'autres avantages ou modalités de rémunérations.

Au 31 décembre 2011 et 2010, les dirigeants et les administrateurs n'ont perçu aucune avance et/ou crédit.

Au 31 décembre 2011 et 2010, les administrateurs du Groupe ne bénéficient pas d'option de souscription et d'achat d'actions.

Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés ou personnes suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE : convention d'animation du Groupe pour la gestion de l'animation de l'ensemble des entités du groupe depuis le 1^{er} janvier 2011 pour 892 K€ et solde clients 134 K€
- Christian AUMARD : avance en compte courant 1 596 K€
- Patrick QUENNET : avance en compte courant 213 K€

Note 23 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En euro (HT) :

	Burband Klinger & associés				IGREC			
	Montants		%		Montants		%	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Audit								
Commissariat aux comptes, certification examen des comptes individuels et consolidés - Société mère	67 650	67 650	100%	100%	68 150	68 150	100%	100%
Commissariat aux comptes, certification examen des comptes individuels et consolidés - Filiales					24 600	24 640		
Missions accessoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total	67 650	67 650	100%		92 750	92 790	100%	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	0	0			0	0	0	0
Audit informatique	0	0			0	0	0	0
Audit interne	0	0			0	0	0	0
Autres prestations	0	0			0	0	0	0
Sous Total	0	0			0	0	0	0
TOTAL	67 650	67 650	100%	100%	92 750	92 790	100%	100%

Note 24 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture.